

PAKISTAN

**Shagufta Kiran,
Chrétienne,
condamnée à mort
pour blasphème.**

LONG chrétienne contre la torture et la peine de mort. Association reconnue d'utilité publique

ACAT
france

Monsieur le Premier ministre,

À la suite d'informations reçues de l'ACAT-France, je souhaite exprimer ma vive préoccupation concernant la situation de Shagufta Kiran, chrétienne, condamnée à mort pour blasphème sur WhatsApp.

De nombreuses organisations internationales et défenseurs des droits humains signalent des violations des droits fondamentaux et des restrictions sur la liberté de culte au Pakistan.

Face à cette situation, je vous prie de bien vouloir considérer les demandes suivantes :

- La libération immédiate de Shagufta Kiran et de tous les prisonniers de conscience
- Envisager des mesures pour mettre fin à ces persécutions et promouvoir un dialogue respectueux des droits de tous les citoyens.

En vous remerciant de votre attention, je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de ma haute considération.

NOM :

SIGNATURE :

ADRESSE :

1€39

Son Excellence
Monsieur Shehbaz Sharif
Premier ministre de la République
islamique du Pakistan
S/c de Son Excellence Madame Mumtaz
Zahra Baloch
Ambassadrice du Pakistan en France
18, rue Lord - Byron 75008 Paris

Courriel : parepparis@mofa.gov.pk ;
secretariate.pakistan@gmail.com



À la suite d'une plainte déposée par un musulman, Shagufta Kiran, chrétienne pakistanaise, a été condamnée à mort pour blasphème sur WhatsApp. Selon son avocat, *"Shagufta Kiran a été inculpée parce qu'elle est chrétienne : elle est une cible facile et vulnérable."*

Condamnée à mort parce qu'elle est chrétienne

Shagufta Kiran, une infirmière chrétienne pakistanaise de 41 ans, est mariée et mère de quatre enfants. Le 18 septembre 2024, elle a été condamnée à mort et à une amende de 300 000 roupies pakistanaises (plus de 950 euros) par un tribunal à Islamabad. Cette condamnation fait suite à une plainte d'un musulman, Shiraz Ahmed Farooqi, qui a affirmé qu'elle avait partagé un message jugé blasphématoire dans un groupe WhatsApp qu'il gérait. Bien qu'elle ait reconnu avoir partagé le message, elle insiste sur le fait qu'elle ne l'a pas écrit et qu'elle l'a transmis sans le lire. Sa condamnation a eu lieu plus de trois ans après que des agents ont envahi son domicile à Rawalpindi. Elle a été déclarée coupable en vertu de l'article 295-C de la loi pakistanaise sur le blasphème, qui prévoit la peine de mort pour ceux qui insultent le prophète. Actuellement, elle est en prison dans la province du Pendjab, attendant que sa peine soit appliquée comme le prévoit la loi, après sept ans de détention.

Une persécution qui cible les minorités religieuses

La situation des chrétiens au Pakistan est très préoccupante. Le pays est classé 8ème parmi ceux où la persécution des chrétiens est la plus extrême, selon l'Association Portes Ouvertes. Les chrétiens, qui représentent environ 1,6 % de la population, subissent des violences et des discriminations, malgré les promesses de liberté religieuse qui figurent dans la constitution. Les lois sur le blasphème, notamment l'article 295-C, aggravent cette situation. Leur application abusive, souvent liée à des conflits personnels ou communautaires, entraîne des violences, des lynchages et des condamnations injustes, augmentant la persécution des minorités religieuses notamment les chrétiens. Des événements tragiques, comme l'attaque de Jaranwala en août 2023, où des églises ont été incendiées à la suite d'accusations de blasphème, montrent l'ampleur de cette persécution. En janvier 2023, un amendement a été voté pour alourdir les peines pour toute insulte aux proches du prophète.

L'ACAT-France se mobilise pour la libération de Shagufta Kiran et de tous les prisonniers de conscience au Pakistan. Il est urgent de dénoncer l'utilisation abusive des lois sur le blasphème qui ciblent les minorités religieuses. Mobilisons-nous ensemble pour défendre les droits de ces chrétiens et faisons entendre leur voix !



Nous prions et protestons pour que la loi sur le blasphème, en condamnant à mort Shagufta Kira, ne soit pas un prétexte de violation des libertés et des droits fondamentaux de prisonniers de conscience.

Georges Heichelbech, membre de la commission Théologie et du groupe de travail Sensibiliser les églises

 **AGIR AU PAKISTAN ET AILLEURS**

GRÂCE À VOUS

TCHAD : LIBÉRATION DE L'OPPOSANT ROBERT GAM

Robert Gam, Secrétaire général du Parti Socialiste sans Frontières (PSF), pour lequel l'ACAT-France s'est mobilisée, a été libéré le 3 juin 2025. Disparu depuis septembre 2024 et détenu arbitrairement par l'Agence nationale de sécurité de l'État (ANSE), il a été relâché sans explication après plus de huit mois de détention arbitraire.

L'ACAT-France se réjouit de cette libération, qui ne doit cependant pas occulter les violations persistantes des droits humains, avec de nombreux opposants encore emprisonnés au Tchad.

